

Changement de nom du portail 6 « Droit et administration »

Argumentaire

Lyon, le 11 novembre 2016

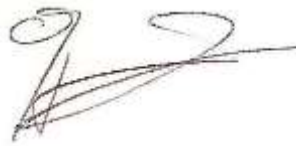
L'UFR Droit et Science politique souhaite modifier le nom du portail 6 « Droit et administration », rebaptisé « Droit ». Ce changement de dénomination est motivé par le constat de l'absence d'attractivité de l'appellation actuelle qui sème trouble et confusion. Nombre d'étudiants ont ainsi demandé s'il était possible de ne faire que du droit et non les matières administratives. Au-delà de réactions que l'on pourrait juger caricaturales, ces interrogations témoignent de la spécificité des études juridiques (rendue par l'expression, socialement significative, de « faire son droit ») et de l'illisibilité engendrée par le portail. Celle-ci s'est particulièrement manifestée sur APB dans le cadre des vœux groupés puisque Lyon 2 était le seul établissement à faire apparaître un complément à « Droit » (là où les Universités Jean Moulin et Jean Monnet avaient conservé le seul substantif « Droit »). Si le nombre de mention du portail a mécaniquement augmenté par rapport à celle de la L1 Droit du fait du caractère groupé des vœux, le passage au portail s'est traduit par une baisse importante du nombre de vœux 1 sur APB (avec un rapport mention-vœux 1 de l'ordre de 6/7 %). Et ce, alors même que le portail couvre trois mentions (on aurait pu s'attendre à une augmentation du nombre de classement en vœux 1 en raison de l'ajout de droit, AES et Administration publique). En conséquence, une évolution est nécessaire afin de résorber la fragilisation en cours des filières juridiques de l'établissement. Cette résorption est rendue d'autant plus aiguë que les mentions de licence portées par l'UFR Droit et science politique (Droit, Administration publique et Administration économique et sociale) sont également portées par nos partenaires. Or, dans l'hypothèse d'un rapprochement, la solidité et le dynamisme des filières seront des arguments importants au moment des négociations entre les établissements et entre les composantes.

À cette fin, **l'UFR Droit et Science politique propose de baptiser le portail 6 : « Droit ».** Nous y voyons trois avantages internes à la Faculté, à l'établissement et au niveau du site. Premièrement, le droit est le champ disciplinaire dominant dans le portail 6 puisqu'il représente douze des quatorze EP disciplinaires du portail. Le nom correspondrait ainsi davantage au contenu et à la philosophie du portail.

Deuxièmement, cela clarifierait l'offre au sein de l'établissement. Si les étudiants peuvent (et continueront de pouvoir) accéder à la deuxième année de Droit par trois portails, une appellation simplifiée créerait un phare dirigeant les étudiants qui veulent faire « leur droit » dans le portail qui doit naturellement les accueillir. Cela permettrait certainement de simplifier la gestion des flux ; la présence d'étudiants juristes au sein des portails 7 et 13 pouvant générer (notamment pour le portail 7 qui a une forte cohérence facultaire) une difficulté à appréhender les effectifs

potentiels de deuxième année (avec les problèmes de recrutement et de gestion des services des enseignants-chercheurs que cela génère).

Troisièmement, retenir cette dénomination replacerait Lyon 2 en situation comparable avec Lyon 3 et Saint-Étienne dans le cadre des vœux groupés. Bien plus, une mise en perspective nationale révèle que seul notre établissement a fait le choix d'un changement de dénomination et d'un refus de consacrer le droit comme portail spécifique, identifié en tant que tel. Cette même mise en perspective montre aussi que le portail 6 rencontre des difficultés atypiques de recrutement alors que le nombre d'étudiants en droit est stabilisé (voire progresse dans certaines régions). En ce sens, au-delà de l'intérêt pour les futurs usagers, ce changement d'appellation serait un signe positif fort adressé aux équipes de l'UFR Droit et Science politique sur la place que l'on entend (p)réserver aux études juridiques au sein de l'offre de formation de Lyon 2 ; signe d'autant plus significatif que l'UFR Droit et Science politique a été le principal touché par la politique de réduction des effectifs (- 20 % au 10 novembre 2016) menée par l'établissement. Cette baisse brutale est potentiellement déstabilisatrice de la pyramide des effectifs de l'UFR si l'on ne parvient pas à rendre la formation délivrée plus intelligible. Ce à quoi contribue sans conteste la modification du nom du portail.



Guillaume Protière

Doyen de la Faculté de Droit et Science politique